



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA CHARENTE-MARITIME

Préfecture

Secrétariat Général

Arrêté préfectoral n° 2012-1205-DRCTE/BAE du 23 mai 2012

Direction des Relations avec les
Collectivités Territoriales et de
l'Environnement

portant agrément de la SARL PROUST
à exploiter des installations de stockage, de dépollution
et de démontage de véhicules hors d'usage
sur la commune de VAUX-SUR-MER
- Agrément n°PR 17 00003 D -

Bureau des Affaires
Environnementales

LA PRÉFÈTE de la Charente-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les titres I et IV de son livre V ;

Vu les articles R. 515-37, R. 543-162 et R. 512-33 du code précité ;

Vu l'arrêté du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 79-21-1/2 IC 31 janvier 1979 autorisant la société PROUST à exploiter un établissement de récupération de pièces automobiles et de métaux ferreux sur le territoire de la commune de Vaux sur mer ;

Vu l'arrêté préfectoral n°06-1388-DDDPI/BUJ du 27 avril 2006 portant agrément de la société PROUST à exploiter des installations de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de Vaux sur mer ;

Vu la demande d'agrément présentée le 12 janvier 2012 par la société PROUST à Vaux sur mer en vue d'effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage ;

Vu le dossier de demande d'autorisation en date du 12 juillet 1978 ;

Vu la fiche de conclusions du 27 octobre 2008 et les documents fournis lors de la visite du 20 mars 2012 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 mars 2012 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 26 avril 2012 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas formulé d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral porté à sa connaissance par courrier du 30 avril 2012 ;

Considérant que la demande d'agrément susvisée comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage ;

Considérant que l'augmentation de la surface exploitée constitue une modification substantielle au sens de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Charente-Maritime ;

ARRETE

Article 1^{er}.

L'exploitant de la société PROUST, sise route de La Tremblade à VAUX SUR MER (17640), est tenu de transmettre à la Préfète de Charente-Maritime, avant le 30 septembre 2012, un dossier de demande d'autorisation dans les formes précisées aux articles R512-3 à R512-9 du Code de l'environnement.

Article 2.

La société PROUST est agréée pour effectuer la dépollution et le stockage des véhicules hors d'usage sur le site autorisé par l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1979.
L'agrément est délivré pour une durée de **6 ans** à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 3.

Le titulaire est tenu, dans l'activité pour laquelle il est agréé à l'article 2 du présent arrêté :

- de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté et à toutes les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 1979 complété par les prescriptions techniques additionnelles jointes à l'arrêté du 27 avril 2006,
- d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

Article 4. : Voies de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers, par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent arrêté a été notifié, par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, la contribution pour l'aide juridique de 35 Euros prévue par l'article 1635 bis Q du code général des impôts devra être acquittée.

Article 5. : Publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimale d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter le texte des prescriptions, sur place ou à la Préfecture de Charente Maritime (service de l'environnement).

Article 6. : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Charente-Maritime, le Sous-Préfet de Rochefort, le maire de Vaux sur mer, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

La Rochelle, le **23 MAI 2012**

Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général,



Michel TOURNAIRE

CAHIER DES CHARGES ANNEXE A L'AGREMENT N° PR 17 00003 D

1°/ Dépollution des véhicules hors d'usage.

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

2°/ Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation.

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

3°/ Traçabilité.

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R.322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre État, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n°259/93 du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

4°/ Réemploi.

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du Code de la Consommation.

5°/ Dispositions relatives aux déchets

Le titulaire élimine les déchets conformément aux dispositions des titres I^{er} et IV du livre V du code de l'environnement.

6°/ Communication d'information.

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé:

7°/ Contrôle par un organisme tiers.

Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel " traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants " déposé par SGS Qualicert
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.